



AZ ORSZÁGGYÜLÉS ELNÖKE

Valeriu Stefan Zgonea úr
Elnök
Camera Deputatilor

Bukarest

Tisztelt Elnök Úr!

Az Európai Parlament 2013. július 3-án állásfoglalást fogadott el „Az alapvető jogok helyzete: magyarországi normák és gyakorlatok” címmel. Az Országgyűlés kiemelt figyelemmel követte az állásfoglalás alapjául szolgáló, Rui Tavares európai parlamenti képviselő által jegyzett jelentés elkészítésének és elfogadásának folyamatát. A magyar törvényhozás fontosnak tartotta, hogy az állásfoglalásra megfelelő választ adjon, ezért 2013. július 5-én határozatban rögzítette álláspontját.

Szíves tájékoztatásul mellékelten megküldöm e határozat és indoklása szövegének fordítását.

Budapest, 2013. július „14”

PARLAMENTUL ROMÂNIEI
CAMERA DEPUTAȚILOR
SECRETAR GENERAL
Nr. 2/1357 CP / 08.08.2013

Tisztelettel,

Kövér László

COURTESY TRANSLATION

Budapest, 11 July 2013

Dear Madame/Mr Speaker,

The European Parliament adopted a resolution entitled “The situation of fundamental rights: standards and practices in Hungary” on 3 July 2013. The Hungarian National Assembly has closely followed the process of drafting and adopting the report by Rui Tavares, Member of the European Parliament that served as a basis for the resolution. The Hungarian National Assembly considered it important to give an appropriate answer to the document; therefore it adopted a parliamentary resolution to express its standpoint on 5 July 2013.

I hereby send you the translation of the text of this resolution and its reasoning for your kind information.

Sincerely yours,

László Kövér

TRADUCTION DE COURTOISIE

**Résolution .../2013. (...) OGY
de l'Assemblée nationale
sur le traitement égal dû à la Hongrie**

1. Nous, Hongrois, en fondant notre État et en adoptant la religion chrétienne, nous avons adhéré il y a plus de mille ans à la famille des peuples européens.

Nous, Hongrois, nous avons souvent plaidé pour les valeurs européennes. Il nous est arrivé de verser notre sang pour ces valeurs, contre des attaques venues de l'extérieur. En 1956, nous avons pris des armes pour combattre la dictature communiste. En 1989, nous avons contribué à la réunification de l'Europe en démontant le rideau de fer.

Nous, Hongrois, nous avons adhéré à l'Union européenne de notre propre volonté.

Nous l'avons fait dans l'espoir de rejoindre une communauté basée sur le droit, la justice et la liberté.

Nous, Hongrois, nous n'en voulons plus d'une Europe où la liberté est limitée au lieu d'être promue. Nous n'en voulons plus d'une Europe où les plus grands abusent de leur pouvoir, où la souveraineté des nations est violée, où seuls les plus petits doivent respecter les plus grands.

En 40 ans passés derrière le rideau de fer, nous en avons eu assez des dictats.

Nous, Hongrois, nous avons toujours respecté les initiatives de dialogue des institutions autorisées de l'Union européenne et nous avons toujours été prêts à rechercher des accords conçus sous le signe de la rationalité.

Voilà pourquoi nous attendons légitimement de la part des institutions de l'Union européenne le respect et un traitement égal dus à la Hongrie.

Nous attendons de l'Union européenne de respecter tous les droits qui nous reviennent après l'adhésion, comme ils reviennent à tous les États membres.

L'Assemblée nationale hongroise exprime son étonnement à voir le Parlement européen voter une résolution sans en avoir le droit et par laquelle il outrepassa ses compétences. Ce faisant, il définit autoritairement des exigences, introduit autoritairement de nouvelles procédures et crée des institutions nouvelles en violant la souveraineté de la Hongrie garantie par le traité de l'Union européenne.

Ce faisant, l'Union européenne contrevient aux valeurs européennes et engage l'Union européenne dans un chemin dangereux.

Il est d'autre part inquiétant de voir se manifester des intérêts d'affaires derrière l'abus de pouvoir frappant la Hongrie.

La Hongrie baisse le prix de l'énergie consommée par les ménages hongrois. Cela est susceptible d'aller à l'encontre des intérêts d'un certain nombre de grandes sociétés européennes ayant réalisé pendant de longues années des superprofits en Hongrie. Il est inacceptable que, dans l'intérêt de ces grandes sociétés, le Parlement européen tente d'exercer une pression sur notre pays.

L'Assemblée nationale hongroise considère qu'il est dangereux pour toute l'Europe de voir les intérêts des groupes d'affaires prévaloir sans obstacle dans l'Union européenne et se substituer aux règles établies par le traité fondateur.

Aujourd'hui, nous adoptons une résolution en vue de défendre la souveraineté de la Hongrie et l'égalité des Hongrois en Europe.

Nous invitons le Gouvernement de la Hongrie à ne pas céder à la pression de l'Union européenne, à ne pas laisser enfreindre les droits de notre pays garantis par le traité fondateur et à poursuivre sa politique visant à faciliter la vie des ménages hongrois.

2. La présente résolution de l'Assemblée nationale entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Exposé des motifs

Le 12 avril 2003, les électeurs hongrois ont opté par référendum et par une écrasante majorité pour l'adhésion à l'Union européenne. Depuis le 1^{er} mai 2004, la Hongrie est membre à part entière de l'Union européenne. Par l'adhésion, l'État hongrois a obtenu de nouveaux droits s'est chargé de nouvelles obligations entraînées par le statut de membre de l'Union. Comme il est stipulé par le paragraphe (1) de l'article E) de la Loi fondamentale : « Dans l'objectif de l'épanouissement de la liberté, du bien-être et de la sécurité des peuples européens, la Hongrie participe à la construction de l'unité européenne. » Aux termes du paragraphe (2) de l'article E) : « La Hongrie, en tant que membre de l'Union européenne peut, en application d'un traité, exercer certaines compétences constitutionnelles en commun avec d'autres États membres dans la mesure nécessaire à l'exercice des droits et des obligations prévus par les traités fondateurs des Communautés européennes et de l'Union européenne; ces compétences sont exercées séparément et par le biais des institutions de l'Union européenne. »

La limite de l'exercice des compétences en commun avec les autres États membres, par le biais des institutions de l'Union européenne est donc fixée par la mesure nécessaire de l'exercice des droits et des obligations découlant du traité fondateur. La compétence d'établir une constitution revient exclusivement, dans chaque État membre de l'Union européenne, au pouvoir législatif national. Aux termes du paragraphe (6) de l'article 3 du traité sur l'Union européenne, « l'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans les traités ». Aux termes du paragraphe (1) de l'article 4, « toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres ». De ce fait, chaque fois qu'une institution de l'Union européenne intervient au sujet de l'établissement de la constitution, elle outrepassse les compétences attribuées que les institutions de l'Union peuvent exercer en commun avec les États membres.

Le rapport Tavares adopté par le Parlement européen constitue en même temps une privation de compétences et un dépassement de compétences. Privation de compétences, car le gardien des traités étant non pas le Parlement européen mais la Commission européenne, c'est cette dernière qui a le droit d'intervenir chaque fois que l'Union européenne ou l'une de ses institutions présume qu'une réglementation nationale enfreint le droit communautaire. Dépassement de compétences, car le rapport contient de nombreuses constatations relevant exclusivement de la législation nationale et, plus particulièrement, il crée, pour examiner les infractions présumées du droit communautaire, une institution inexistante dans les traités fondamentaux.

La Hongrie a participé en tant que membre à part entière à l'établissement et à l'adoption du traité de Lisbonne entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009. L'article 48 du Traité sur l'Union européenne stipule clairement que tout État membre, le Parlement européen ou la Commission peuvent soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des Traités sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ces projets sont transmis par le Conseil au Conseil européen composé des chefs d'État et de gouvernement des États membres et notifiés en même temps aux parlements nationaux. Si le Conseil européen adopte une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des parlements nationaux, des chefs d'État ou de gouvernement des États

membres, du Parlement européen et de la Commission. Au bout de la procédure constituée d'autres mesures encore, les modifications ne peuvent être effectuées qu'après ratification par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Le paragraphe (4) de l'article E) de la Loi fondamentale hongroise stipule à cette fin une majorité des deux tiers des députés de l'Assemblée nationale.

Le Parlement européen n'a même pas pris l'initiative de mettre en place une nouvelle enceinte communautaire d'examen du respect des critères de Copenhague, un rapport juridiquement non contraignant ne peut, par conséquent, remplacer la procédure fixée par l'article 48 du Traité de Lisbonne.

L'Assemblée nationale hongroise a le regret de constater que le rapport dit rapport Tavares adopté par le Parlement contient non seulement des accusations fausses et blessantes pour la Hongrie mais il enfreint grossièrement le droit communautaire en chargeant de compétences non attribuées à l'Union européenne une enceinte inexistante dans les traités fondateurs. L'Assemblée nationale hongroise, procédant dans le cadre de ses compétences, attire par la présente déclaration (résolution), compte tenu notamment du principe de subsidiarité, l'attention de l'opinion publique hongroise et européenne à cet exemple singulièrement grossier de l'abus autoritaire de pouvoir et de l'infraction du droit communautaire, contraire à la souveraineté nationale.

Budapesta, 11 iulie 2013

Stimate Președinte,

Parlamentul European a adoptat o rezoluție intitulată "Situația drepturilor fundamentale: standarde și practici în Ungaria" la data de 3 iulie 2013. Adunarea Națională a Ungariei a urmărit îndeaproape procesul de redactare și adoptare al acestui raport de către Rui Tavares, membru al Parlamentului European, care a servit ca bază a acestei rezoluții. Adunarea Națională a Ungariei a considerat necesară trimiterea unui răspuns privind acest document; ca urmare, a adoptat o rezoluție parlamentară la data de 5 iulie 2013 în care își exprimă poziția.

Vă trimit alăturat traducerea textului rezoluției și motivația, spre informare.

Cu sinceritate,

Laszlo Kover

Rezoluția.... /2013. (...) OGY
a Adunării Naționale privind tratamentul egal față de Ungaria

1. Noi, ungurii, punând bazele statului nostru și adoptând religia creștină, am aderat acum mai bine de o mie de ani la familia popoarelor europene.

Noi, ungurii, am pledat adesea pentru valorile europene. A trebuit să vărsăm sânge pentru aceste valori împotriva atacurilor venite din exterior. În 1956, am pus mâna pe arme pentru a combate dictatura comunistă. În 1989, am contribuit la reunificarea Europei prin distrugerea cortinei de fier.

Noi, ungurii, am aderat la Uniunea europeană din proprie voință.

Am făcut acest lucru în speranța aderării la o comunitate bazată pe dreptate, justiție și libertate.

Noi, ungurii, nu vrem o Europă în care libertatea este limitată în loc să fie promovată. Noi n-am vrut o Europă unde cei mai puternici fac abuz de puterea lor, unde suveranitatea națiunilor este încălcată, unde doar cei mai slabi trebuie să respecte pe cei puternici.

În cei 40 de ani petrecuți în spatele Cortinei de fier, am avut destule dictate.

Noi, ungurii, am respectat întotdeauna inițiativele de dialog ale instituțiilor autorizate ale Uniunii Europene și am fost întotdeauna dispuși să căutăm acorduri concepute sub semnul raționalității.

Acesta este motivul pentru care noi ne așteptăm, în mod legitim, din partea instituțiilor Uniunii Europene la respectul cuvenit și la un tratament egal față de Ungaria.

Așteptăm din partea Uniunii Europene să respecte toate drepturile care ne revin după aderare, așa cum revin tuturor statelor membre.

Adunarea Națională a Ungariei își exprimă uimirea față de rezoluția adoptată de Parlamentul European prin care acesta și-a depășit competențele. Acționând astfel, el definește autoritar cerințele, introduce autoritar noi proceduri și creează instituții noi violând suveranitatea Ungariei garantată prin tratatul Uniunii Europene.

Procedând astfel, Uniunea Europeană contravine valorilor europene și angrenează Uniunea Europeană pe un drum periculos.

Pe de altă parte, este îngrijorător de a vedea manifestându-se interese de afaceri în spatele abuzului de putere care vizează Ungaria.

Ungaria reduce prețul energiei consumate de populația maghiară. Acest lucru poate acționa împotriva intereselor unui număr mare de companii europene care au realizat de-a lungul anilor profituri imense în Ungaria. Este inacceptabil ca, în interesul

acestor mari companii, Parlamentul European să încerce să exercite o presiune asupra țării noastre.

Adunarea Națională a Ungariei consideră că este periculos pentru întreaga Europă ca interesele grupurilor de afaceri să predomină fără obstacole în cadrul Uniunii Europene și să se substituie regulilor stabilite prin tratatul de bază.

Astăzi adoptăm o rezoluție cu scopul de a apăra suveranitatea Ungariei și egalitatea ungarilor în Europa.

Invităm guvernul Ungariei să nu cedeze presiunilor Uniunii Europene, să nu permită încălcarea drepturilor țării noastre garantate prin tratatul de bază și să continue politica care vizează îmbunătățirea vieții populației maghiare.

2. Prezenta rezoluție a Adunării Naționale a Ungariei va intra în vigoare a doua zi de la data publicării.

Expunere de motive

La 12 aprilie 2003, alegătorii maghiari au optat prin referendum și printr-o majoritate covârșitoare pentru aderarea la Uniunea Europeană. Din 1 mai 2004, Ungaria este membră cu drepturi depline a Uniunii Europene. Prin aderare, statul maghiar a obținut noi drepturi, și-a însușit noi obligații rezultate din statutul de membru al Uniunii. Conform paragrafului (1) al Articolului E) al legii fundamentale: „privind obiectivul înfloririi libertății, bunăstării și securității popoarelor europene, Ungaria a participat la construcția unității europene.” În conformitate cu paragraful (2) al articolului E): „Ungaria, ca membru al Uniunii Europene, la aplicarea unui tratat, poate exercita anumite competențe constituționale în comun cu alte state membre în măsura necesară privind exercitarea drepturilor și obligațiilor prevăzute de tratatele de bază ale comunității europene și ale Uniunii europene; aceste competențe sunt exercitate separat și prin intermediul instituțiilor Uniunii Europene”.

Limitarea exercitării competențelor comune cu celelalte state membre, prin intermediul instituțiilor Uniunii Europene este deci precizată de măsurile necesare pentru exercitarea drepturilor și obligațiilor care reies din tratatul de bază. Competența de stabilire a unei constituții revine exclusiv, în fiecare stat membru al Uniunii Europene, puterii legislative naționale. În conformitate cu paragraful (6) al Articolului 3 din Tratatul privind Uniunea europeană, „Uniunea își urmărește obiectivele prin mijloace proprii, în funcție de competențele care îi sunt atribuite în tratate”. În conformitate cu paragraful 81) al Articolului 4, „toate competențele neatribuite Uniunii în tratate aparțin statelor membre”. Ca urmare, de fiecare dată când o instituție a Uniunii europene intervine cu privire la stabilirea Constituției, ea depășește competențele atribuite pe care instituțiile le pot exercita în comun cu statele membre.

Raportul Tavares adoptat de Parlamentul european constituie în același timp o privare de competențe și o depășire de atribuții. Privare de competențe, deoarece calitatea de gardian al tratatelor nefiind a Parlamentului european ci a Comisiei europene, aceasta din urmă are dreptul de a interveni de fiecare dată când Uniunea Europeană sau una din instituțiile sale prezumă că un regulament național încalcă dreptul comunitar. Depășirea de competențe, deoarece raportul conține numeroase constatări referitoare exclusiv la legislația națională și, mai ales, a fost creat pentru a examina infracțiuni presupuse privind legislația comunitară, o instituție inexistentă în tratatele de bază.

Ungaria a participat, ca membru cu drepturi depline, la crearea și la adoptarea Tratatului de la Lisabona intrat în vigoare la 1 decembrie 2009. Articolul 48 al Tratatului privind Uniunea europeană stipulează în mod clar că orice stat membru, Parlamentul European sau Comisia pot prezenta Consiliului proiecte cu privire la revizuirea tratatelor privind funcționarea Uniunii Europene. Aceste proiecte sunt transmise de Consiliu către Consiliul European compus din șefii de state și de guverne ai statelor membre și anunțate în același timp parlamentele naționale. Dacă Consiliul European adoptă o decizie favorabilă după examinarea modificărilor propuse, președintele Consiliului European convoacă o reuniune compusă din reprezentanții parlamentelor naționale, șefii de state sau de guverne ai statelor membre, ai Parlamentului European și ai Comisiei. La finalul procedurii constituite și din alte măsuri, modificările pot fi efectuate numai după ratificarea de către toate statele membre, în conformitate cu normele lor constituționale. Paragraful (4) Articolului E) ale legii fundamentale maghiare prevede în acest scop o majoritate de două treimi din deputații Adunării Naționale.

Parlamentul european nici măcar nu a avut inițiativa unui nou forum comunitar de revizuire privind respectarea principiilor de la Copenhaga, un raport fără un punct de vedere legal nu poate, prin urmare, înlocui procedura stabilită de articolul 48 al Tratatului de la Lisabona.

Adunarea Națională maghiară regretă să constate că raportul numit raportul Tavares adoptat de Parlament conține nu doar acuzații false și defăimătoare la adresa Ungariei, dar încalcă grav legislația comunitară încărcând Uniunea cu competențe neatribuite, lucru inexistent în tratatele de bază. Adunarea Națională maghiară, procedând conform competențelor, atrage atenția prin prezenta declarație(rezoluție), în special în lumina principiului subsidiarității, atenția opiniei publice maghiare și europene privind acest exemplu grav al abuzului de putere și încălcare a legislației comunitare, contrar suveranității naționale.